

LA PRÉSIDENTE :

3050

Donc, on peut comprendre l'élément aggravant du traumatisme d'un démantèlement.

Mme ÉMILIE ROBERGE :

3055

Oui, oui, ça précarise les gens, c'est... des événements anodins. C'est ton chez-toi qui est défait et jeté dans une benne à ordures.

LA PRÉSIDENTE :

3060

Merci beaucoup. Très, très clair. Alors, bonne continuation

Mme ÉMILIE ROBERGE :

3065

Merci.

M. DENIS LECLERC :

Merci.

3070

LA PRÉSIDENTE :

Alors, nous allons dans quelques instants recevoir la personne représentant l'organisme Dans la rue, Marie-Noëlle L'Espérance.

3075

Alors, nous recevons madame Marie-Noëlle L'Espérance, de l'organisme Dans la rue, et vous êtes accompagnée de deux personnes que vous allez nous présenter ou qui vont se présenter elles-mêmes.

3080 **Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE, directrice, Dans la rue :**

Bonjour, merci de nous recevoir. Je suis accompagnée de Acid et Jean-Simon. Aujourd'hui, on est là pour vous partager un petit peu notre opinion et certainement un mémoire suivra. On voulait d'abord donner la parole à Acid, qui a beaucoup à dire et qui est évidemment
3085 une personne très concernée par la situation.

Et avant toute chose, je ne vais pas prendre beaucoup de temps pour parler de Dans la rue. C'est un organisme qui existe depuis 1988, dans larue.org pour la liste des programmes et services qu'on peut offrir. On répond dans la communauté avec une roulotte, qui est un peu
3090 notre emblème qui, l'année dernière, a pu desservir près de 18 000 personnes au sein de notre service.

On a un centre de jour où on a accueilli près de 26 000 personnes l'année dernière. En fait, je devrais dire des visites, hein, des personnes qui peuvent revenir plus d'une fois, certainement. Des services d'hébergement à du logement, logement en communauté, logements sociaux et toutes sortes d'autres services. J'aurais beaucoup à dire sur les présentations qui ont été dites aujourd'hui. Donc, si on en a l'occasion, on en reparlera dans les questions-réponses à la fin.
3095

3100 **LA PRÉSIDENTE :**

D'accord, merci beaucoup.

3105 **Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :**

Acid.

3110

ACID :

3115 Bonjour, comme Marie-Noëlle a dit, mon nom c'est Acid. Je suis ici en tant que personne qui utilise les services de Dans la rue et d'autres organismes de la communauté. En tant que personne transgenre, homosexuelle, handicapée, qui a été itinérant pendant trois ans, puis qui est *addict*, je pense que je suis bien placé pour vous parler aujourd'hui.

3120 C'est grâce aux organismes dans la communauté, spécifiquement dans Centre-Sud, que je me suis sorti de la rue à ce jour. J'ai été trois ans dans la rue, trois ans à utiliser les ressources autant dans le grand Montréal que spécifiquement ici dans Centre-Sud.

3125 Ma position étant que nous sommes des êtres humains et c'est très déshumanisant de parler... que ce soit même une question si la cohabitation devait être possible ou pas avec les personnes en situation de précarité, étant donné que ce sont déjà des personnes qui vivent avec le plus petit peu d'humanité sur cette Terre.

3130 Je ne sais pas si vous savez à quel point c'est dur, à moins 27°, d'essayer de trouver un repas et un toit sur la tête? En ce moment, c'est presque impossible, étant donné que toutes les ressources sont complètes. Ça déborde, peu importe, même les haltes chaleur. Une halte chaleur, ce qui est... Tu sais, c'est le fun, on entend une halte chaleur, on pense à une option. Une halte chaleur, si tu tombes endormi, ils te mettent dehors. Il faut que tu sois assis, il faut que tu sois réveillé, c'est constant.

3135 Pour moi, c'est une question d'accès à ces ressources étant donné que si nous dépassons les ressources par rapport à, comme on veut dire en société, entre guillemets, on perd l'accès à... admettons, plus capable d'aller à l'épicerie, plus capable d'aller à la pharmacie, puis capable d'aller payer quoi que ce soit étant donné qu'on n'a pas accès parce que nos ressources sont si loin.

3140 Si vous placez ma ressource à une heure de route, bus, métro de mon bureau de bien-être social, mettons, genre, ce n'est pas parce que j'ai la possibilité d'y aller que j'ai

nécessairement la capacité d'y aller. Étant donné que les billets d'autobus, ça coûte cher. Les *tickets* de bus, si jamais tu n'es pas capable de le payer, c'est ridiculement, ridiculement cher.

3145 La société ne nous voit pas comme des êtres humains et si nous retirons les personnes en situation d'itinérance de la visibilité publique, pour moi, on va juste les... les personnes itinérantes vont tomber dans l'oubli. C'est déjà si dur de faire valoir nos droits en tant que personne itinérante alors qu'on est dans l'œil du public. Alors que le public ne fait que ça, chialer pour nous et sur nous. On leur offre toutes les solutions possibles et ils vont quand même trouver une façon de chialer.

3150 Mon but aujourd'hui, c'est de vous montrer c'est quoi le résultat d'une personne qui a accès à des ressources. C'est une personne qui aujourd'hui a son propre appartement. Tous, tous mes *bills* sont payés. Tout est à mon nom, puis je n'aurais pas pu faire ça il y a trois ans, parce que je n'avais pas de crédit, parce que je n'avais pas accès à rien, parce que... Même avec les ressources que j'avais, ça m'a pris trois ans avant d'être capable de trouver une ressource qui était capable de m'aider.

3160 Pour moi, la création de ressources est nécessaire, mais la création de ressources qui affectent les gens qui en ont besoin. On n'a pas nécessairement besoin de plus d'hébergement normal ou d'hébergement d'urgence. Un hébergement d'urgence, c'est traumatisant. Moi j'y ai été. Ce sont des agents de sécurité qui circulent tout le long dans votre hébergement pour regarder si tu commets un crime. Puis commettre un crime, ça peut être n'importe quoi, dans leur tête. Ils ont juste besoin d'une raison pour te mettre dehors.

3165 Et pour moi, je trouve que ça serait vraiment, vraiment nécessaire que nous ayons des ressources gérées par la communauté, par des gens qui ont vécu ce que c'était l'itinérance et qui sont capables de définir c'est quoi les besoins d'une personne itinérante en 2025.

3170 J'en aurais plus à dire, mais je vais laisser la parole à J-S, parce que sinon, je pense que je vais prendre le 10 minutes.

LA PRÉSIDENTE :

3175 En tout cas, vous êtes très convaincant et en plus, vous avez le sens de l'humour. Ce n'est pas rien. Alors, Jean-Simon?

M. JEAN-SIMON ARÈS, intervenant, Dans la rue :

3180 Oui, merci, Acid. Moi c'est Jean-Simon Arès, je suis intervenant, en fait, en première ligne, au centre de jour de Dans la rue. Puis je pense qu'Acid a bien démontré le pouvoir qu'un organisme communautaire peut avoir dans la vie d'une personne.

3185 Puis effectivement, je trouve ça très choquant que la remise en question de ceux-ci soit exposée à la place publique d'une telle façon. Sincèrement, je trouve que c'est un manque d'empathie puis un grand manque d'amour que de vouloir retirer, ou du moins, remettre en question l'utilité de ces endroits-là pour des personnes qui, si on retire ça, se retrouvent avec absolument rien.

3190 Je pense que ce n'est pas du tout une solution viable, ni à court ni à moyen ni à long terme, du sens que, si on retire des ressources qui sont déjà précaires pour des gens qui en ont extrêmement besoin, le problème ne va que s'aggraver, puis il va se répandre encore plus dans la cour des gens qui sont déjà irrités alors qu'il y a déjà des ressources qui existent. Pour moi, c'est quelque chose qui est un non-sens.

3195 Puis je crois que la Ville devrait plus aller dans le sens de, justement, offrir des services qui sont diversifiés, agrandis, répandus. En fait, l'objectif, c'est d'unifier les gens, pas de les diviser, je pense. Puis, présentement, on est déjà dans une société qui ne vise qu'à diviser. Si on peut avoir un peu d'unicité et de compassion les uns envers les autres, je pense qu'on serait dans une solution pas mal plus tangible et efficace, selon moi.

3200

Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :

3205

Je vais revenir sur les trois principes qu'on peut lire dans le document associé à la consultation sur votre site Web, qui est préparé par la Ville, donc. L'équité sociale et territoriale, ça a déjà été abordé. Je vais me permettre de répéter un petit peu le même message. D'abord, les ressources sont mises sur pied par des groupes de personnes qui y croient. Le principe de l'action communautaire autonome, des gens qui s'y investissent, donc, des personnes qui vont se mobiliser comme bénévoles, des personnes qui peuvent y travailler, des personnes de la communauté très concernées par leur situation.

3210

3215

Les ressources sont donc là où il y a des besoins. Quand on va souligner un trop grand achalandage d'une ressource, je sais que, par exemple, du côté du centre de jour chez Pops, il y en a des *line-up*. Je m'en excuse. On aimerait ça pouvoir servir plus vite, avoir plus de place. Malheureusement, on n'est pas capables.

3220

Quand on voit des ressources comme Benoît-Labre, on se dit, ah, mon Dieu, il y a trop de gens qui y vont, c'est parce que ça veut dire qu'ils manquent de ressources. Point. Rien d'autre. Il faut en ouvrir davantage. On reparlera peut-être des démarches administratives que ça prend.

3225

La ressource répond à des besoins. Et quand Acid parlait d'un déplacement d'une heure, au minimum, avec du bus et métro pour se rendre, ça fait qu'une ressource délocalisée ne va pas nécessairement répondre aux besoins de tout le monde.

3230

Je crois à l'équité territoriale dans le sens que c'est correct d'en ouvrir plusieurs à plusieurs endroits. Il y a des gens en difficulté partout à Montréal et plus qu'à Montréal, bien entendu?

Et je voulais juste faire un petit comparatif, une petite image. On parle souvent de certains quartiers, que ce sont des déserts alimentaires, hein? On se dit, mon Dieu, ces gens-là n'ont pas accès à une nourriture de qualité abordable, et on ne leur dit pas, bien, faites d'autobus

3235 pour aller au Costco. On va chercher à ouvrir une ressource dans leur quartier pour rendre accessible.

3240 Quand on parle de l'inclusion des personnes, il y a déjà beaucoup d'espaces et tant mieux si on veut en créer d'autres. Ça serait peut-être pertinent de les écouter, ça serait pertinent d'entendre ce que les personnes vont avoir à dire et de se dire, bien, comment est-ce qu'on pourrait y répondre? De les considérer. Et là, à ce moment-là, il faudrait aussi avoir un message un peu plus authentique.

3245 Par exemple, si je vous écoute, parce que je crois à ce que vous avez à me partager, bien il faut prévoir, de l'autre côté, agir sur le mobilier hostile par rapport aux gens en situation d'itinérance ou des règlements comme la fermeture de parcs, par exemple, ou des *tickets* d'incivilité.

3250 Quand on parle de collaboration entre toutes les parties prenantes, il y a déjà une belle collaboration. Nous sommes membres, par exemple, du RAPSIM, qui est plus de 100 organismes. Vous les avez entendus hier. Il y a des comités. Encore une fois, peut-être en termes d'imputabilité et de cohérence, ça serait pertinent pour améliorer la collaboration.

3255 Je sais que mon temps achève. Ce qu'on demande : davantage de gouvernance et d'imputabilité, certainement. Et également du respect des personnes en situation d'itinérance. Ce sont quand même des êtres humains. Ça peut être irritant, ça peut être déplaisant, ça peut être confrontant de croiser des gens en situation d'itinérance, mais ça demeure des êtres humains avec des droits. On pourrait regarder sous l'angle des droits de la personne. Également, un peu de valorisation des groupes communautaires.

3260 Si vous me permettez comme mot de la fin. Pendant qu'on est ici aujourd'hui, puis pendant qu'il y a toute cette démarche-là, il y a des groupes qui sont présents. Qu'il fasse froid, qu'il neige, qu'il pleuve, pendant qu'il y a des gens qui sont dehors, des gens qui meurent, il y a des équipes, aussi, d'intervention, qui sont là. Moi je suis extrêmement touchée d'avoir des personnes comme J-S qui sont là tous les jours, le matin.

3265

LA PRÉSIDENTE :

Oui, allez-y.

3270 **ACID :**

J'aimerais ça faire une mention spéciale à la Ville. Étant donné que nous sommes dans le public et on a des gens qui meurent chaque jour, des situations de froid, qu'est-ce que vous pensez qui va se passer si on ferme les ressources? Combien de gens, vous pensez, qu'on va avoir à voir le matin, qui vont être morts, parce qu'ils n'auront pas eu un toit sur la tête? Combien
3275 de gens qu'on va arrêter de voir du jour au lendemain parce que, justement, ils ont disparu dans la société? Pourquoi? Parce que probablement qu'ils ont essayé de se rendre à une ressource à trois heures d'ici, puis qu'ils sont morts entre-temps.

3280 Moi, c'est ça le message que j'ai envie de passer à la Ville, parce que moi, j'en perds du monde toutes les années, puis j'en perds plusieurs par année. Puis je suis vraiment tanné de perdre mes estie d'amis parce que la Ville n'est pas capable de voir qu'on a une valeur en tant qu'être humain. Puis on a une valeur en tant qu'être humain vivant sur cette Terre.

3285 **LA PRÉSIDENTE :**

Merci énormément. Oui, vous avez débordé, mais ça nous fait plaisir. Oui, nous avons des questions. Judy, vas-y.

3290 **Mme JUDY GOLD :**

Oui, mais c'est plutôt un commentaire. Nous autres, on pose beaucoup de questions, évidemment. Depuis qu'on a commencé, ça fait quelques mois qu'on se penche le sujet. On vous consulte pour trouver les réponses, comme vous savez. Une question qu'on se pose au
3295 sujet de tout ce qu'on étudie en ce moment : est-ce que c'est la visibilité de l'itinérance plutôt que l'itinérance comme telle qui est l'enjeu majeur?

3300 Et je continue, et je m'adresse à Acid. Vous avez dit quelque chose qui m'a beaucoup touchée. Vous avez dit que si on leur enlève la visibilité, on va les oublier. C'est la première fois depuis des mois intenses que j'entends ce commentaire qui m'a beaucoup touchée, et ce que je veux dire, ça va vraiment nourrir nos réflexions. Et c'est ça que je voulais vous dire.

ACID :

3305 J'apprécie. Merci beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :

3310 Absolument. C'était plus... juste une appréciation? Oui, d'accord. Moi, j'aurai envie, après Denis, de vous entendre sur la gouvernance et l'imputabilité, madame L'Espérance. Denis, c'est à toi.

M. DENIS LECLERC :

3315 Oui, on n'avait pas de mémoire donc, évidemment, on l'a fait à chaud et j'avais justement cet élément-là, puis je veux, moi aussi, le souligner, là, si on nous retire de la rue... Puis il y a toute une réflexion sur l'utilité des ressources, mais, ce que ça m'apporte, puis je le partage, puis après, j'aurai une autre question.

3320 Mais ce que ça m'apporte, c'est que c'est important qu'il y ait des ressources, mais les ressources ne sont pas là pour, justement, tasser ce qu'on ne veut pas voir. Elles sont là pour intervenir auprès des gens qui vont continuer à exister.

3325 Ça fait un petit peu penser à l'itinérance visible et l'itinérance cachée, mais ceux qui sont dans l'itinérance cachée, souvent des femmes, elles vivent des drames auxquels il faut répondre quand même.

3330

Je vais maintenant aller un petit peu dans une autre direction, parce que j'ai entendu beaucoup la préoccupation légitime que vous pouvez avoir, notamment Jean-Simon, de dire, il ne faut pas fermer les ressources. Puis vous semblez... puis je ne remets pas ça en question, votre perception... voir un petit peu, dans le mandat, quasiment une intention de trouver des justifications pour fermer les ressources.

3335

Mais si on le prend autrement, puis je vous dis que moi, j'essaie, comme commissaire de le prendre autrement, c'est-à-dire, il est important d'avoir des ressources, mais certaines, soit dans leur continuité, puis j'ai un peu posé la même question plus tôt, soit dans leur continuité ou soit dans leur implantation, bien, vivent des problèmes, des problèmes avec l'environnement, le voisinage, avec les médias et tout ça.

3340

Qu'est-ce qu'on doit faire, justement, quand il y a une pertinence d'ouvrir une ressource, puis qu'on veut le faire, mais qu'il y a ces blocages-là, ou en tout cas, on veut éviter ces blocages-là. Donc, quels sont les moyens pour essayer de contourner cela? Alors je ne sais pas trop, je vous laisse...

3345

ACID :

3350

Bien, moi, je vais répondre à votre première question. Pourquoi on a l'impression qu'on essaie de trouver des raisons pour fermer des ressources, c'est que ça se passe. Ils essaient 100 % des ressources.

3355

Je vous ai parlé au début que moi, je suis un travailleur du sexe. Je ne sais pas si vous avez vu, récemment, le drame qui s'est passé par rapport à la ressource le Piamp, qui est une ressource pour les travailleurs du sexe de 12 à 24 ans. La raison pour laquelle on inclut les mineurs là-dedans, c'est qu'il va toujours avoir des mineurs qui font du travail du sexe. Le but, c'est de leur offrir le support nécessaire pour qu'ils aient à en faire le moins possible.

Et récemment, le gouvernement a essayé de fermer cette ressource, qui est une ressource essentielle, qui était la première ressource qui m'a aidé à sortir de la rue. Donc, c'est pour ça que ça se passe.

3360

Pour contourner... On sait que, pas nécessairement, les gens essaient de fermer des ressources, mais c'est important de désensibiliser le public face à l'image de pourquoi ces gens-là ont besoin de ces ressources-là? Parce que les gens, souvent, ne vont pas comprendre pourquoi quelqu'un va choisir de faire de la drogue. Mais pour moi, ce qui est important, c'est de comprendre que cette personne a besoin de faire la drogue parce que ça fait 20 ans, généralement, qu'ils sont dans la rue, puis que la drogue, c'est ce qui les a gardés vivants.

3365

Puis le public, il ne comprend pas. Puis pour moi, c'est un sujet tabou. De ce que je vois, le public le considère comme un sujet tabou. Et juste en parlant, et en expliquant, et en désensibilisant, par rapport à la situation, je pense que le public pourrait 100 %... peut-être pas 100 %, là, mais minimalement être capable de mieux comprendre et de mieux intégrer les ressources dans la société dans laquelle on vit aujourd'hui.

3370

Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :

3375

Alors, et je viens ajouter, en fait, je pense que ce n'est pas tant dans le mandat qu'à partir aussi des situations qui ont mené à l'établissement de cette consultation-là. Donc, lorsqu'on dit, on va chercher un autre site pour une ressource, on va... ressource qui s'est établie dans un site où toutes les instances ont collaboré pour le trouver, ce site, à la base, mais après, on va quand même avoir peur, un petit peu, de se mouiller publiquement, donc on va garrocher la ressource devant les roues de l'autobus.

3380

Et ça m'amène à vous parler un petit peu d'imputabilité. Donc, même si on multiplie les comités, les espaces, les groupes de travail... Je participe moi-même à toutes sortes d'instances. Si on n'a pas une imputabilité par rapport à ce qui est dit, par rapport aux décisions qu'on y prend, on ne va pas arriver, parce que par la suite, c'est, un petit peu, se dissocier.

3385

3390

L'imputabilité, c'est aussi prendre en compte collectivement de ce que ça prend pour, oui, ouvrir peut-être une ressource, mais également pour l'opérer, avec les imprévus budgétaires que ça peut représenter, avec d'autres enjeux que, même si on avait pris tout le temps qu'il fallait pour la réfléchir, bien, il y a toujours des imprévus.

3395

C'est également une question de gouvernance, parce que très souvent on va nous dire, bien, ce n'est pas notre mandat, ce ne sont pas nos compétences, hein? Donc, on le sait, oui, il y a trois paliers de gouvernement, trois paliers de compétences. Mais concrètement, quand on parle de droits humains, ce sont des personnes à part entière, et on doit y aller avec une approche globale, une vue qui prend en compte toutes les sphères de ces personnes-là.

3400

Peu importe c'est la compétence de qui. Travaillons ensemble. Si on peut améliorer la gouvernance et simplifier, par exemple, dans notre vision, pour agir, ce qui ferait en sorte qu'on pourrait avoir du financement à la mission, on pourrait éviter d'avoir des projets de deux ans et quelques pour opérer, agir, sur la sortie des campements par exemple. Et on pourrait avoir des projets ambitieux, des projets qui prennent peut-être toute l'intelligence collective au service d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables ou les plus désaffiliées.

3405

LA PRÉSIDENTE :

3410

Est-ce que je comprends que les subventions à la mission sont ou à chaque année ou à chaque deux ans?

3415

Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :

Non, en fait... Oui, il faut faire chaque année des demandes, des redditions de comptes pour la mission, certainement. Ce sont plutôt des projets spécifiques...

LA PRÉSIDENTE :

3420

Oui, ça, je comprends, mais ce dont vous nous parlez maintenant, pour avoir des projets ambitieux qui auraient une vision à long terme, ça prendrait un soutien à la mission sur plusieurs années d'avance.

3425 **Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :**

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

3430

Je voulais vérifier à quel rythme vous êtes obligés de...

Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :

3435

Ah, oui, bien, chaque année on fait des redditions de comptes, on demande, puis même, j'avais envie de répondre à Marie-Andrée tantôt, je ne sais pas si elle écoute encore, parce qu'on ne met même pas dans nos demandes PSOC tous les... je pense, par exemple, juste la question de taux horaire, de ce qu'on est capable de payer versus ce que vaut le travail du *day to day* des personnes.

3440

LA PRÉSIDENTE :

Absolument.

3445 **Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :**

Malheureusement, je ne t'ai pas entendu, J-S, parler de tout ce que tu fais, ça aurait été le fun parce qu'il y a énormément d'améliorations possibles qu'on pourrait faire dans le milieu.

3450 **LA PRÉSIDENTE :**

De toute façon, quand elle en parlait tout à l'heure, notre invitée, le 160 millions...

3455 **Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :**

Au minimum.

LA PRÉSIDENTE :

3460 ... j'étais sûre qu'il était sous-estimé.

Mme MARIE-NOËLLE L'ESPÉRANCE :

Clairement.

3465

LA PRÉSIDENTE :

Oui, vous voulez le mot de la fin? On a débordé. Allez-y, je crois que vous...

3470 **ACID :**

Oh, je n'ai absolument rien, *actually*, juste... je ne sais pas comment tenir un micro quand je ne parle pas dedans.

3475 **LA PRÉSIDENTE :**

Alors merci beaucoup de votre passage devant nous.

3480

ACID :

Merci.

3485 **M. JEAN-SIMON ARÈS :**

Merci à vous.

LA PRÉSIDENTE :

3490

Et bonne continuation. Ne lâchez pas. Vous avez bien raison de faire ce que vous faites.
Merci.

3495 Alors, nous reprenons nos travaux avec madame Priscilla Ananian de l'Université du Québec à Montréal. Bonjour, madame.

Mme PRISCILLA ANANIAN, vice-rectrice associée, Université du Québec à Montréal :

3500 Bonjour, madame Émond.

LA PRÉSIDENTE :

3505 Alors je vais vous laisser vous présenter dans vos fonctions et nous livrer votre témoignage.

Mme PRISCILLA ANANIAN :

3510 Parfait. Donc, bonjour, madame la présidente, bonjour, madame et monsieur les commissaires, je suis Priscilla Ananian, je suis vice-rectrice associée à la relance du Quartier latin à l'UQAM, l'Université du Québec à Montréal. Je suis accompagnée de Nathalie Benoît, qui est la directrice de la promotion institutionnelle de l'Université et vous allez voir que la question